

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ - VOUS

LA LUTTE



NOEL...

N'oubliez pas votre "LUTTE OUVRIERE" SOUSCRIVEZ POUR LE COMBAT

LUTTE OUVRIERE

Rédaction-Administration - 15, passage Dubail (54, Bd. Magenta) Paris X<sup>e</sup>

ABONNEMENTS

France : 1 an : 22 frs. ; 6 mois 11 frs. ; 3 mois 5 frs.

Etranger : 1 an : 40 frs. ; 6 mois 20 frs. ; 3 mois 10 frs.

Compte Chèque Postal : Alfred BARDIN : no 1907-81 Paris

Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik Léniniste) - Section Française de la 4<sup>e</sup> Internationale

ALERTE!

Les 40 heures en danger

L'Enquête sur la production est terminée. Elle a bien rempli son but : Servir à briser les 40 heures. Paris-Midi résume très bien son contenu : « Le principe des 40 heures est maintenu. Des dérogations, en assouplissant l'application dans les industries saisonnières, dans les industries à forte variation d'activité, dans les industries manquant de main-d'œuvre qualifiée, dans les industries d'outillage et surtout dans les industries de la Défense Nationale. »

En langage clair, cela signifie que le patronat dérogera aux 40 heures partout où cela lui plaira. MM. Gignoux et Cie ont bien travaillé. Des décrets particuliers vont pleuvoir. Nous avons déjà publié celui qui concernait les mines de fer. Les autres ne tarderont pas si les ouvriers ne se mettent pas résolument en travers.

Les patrons sont pour les principes des 40 heures, comme ils sont pour les principes de la collaboration des classes. Mais dans la pratique, ils sont partisans de la prolongation de la journée de travail selon leur bon plaisir.

résolument, la semaine de 40 heures ne sera plus qu'un mythe. L'enquête sur la production permet des dérogations de 200 heures, et « pour la défense nationale », pratiquement des dérogations illimitées.

Ce qu'est aussi important, c'est que ce résultat a été atteint par l'unanimité du Comité. Jouhaux, Frachon, Racamond, ont « tendu la main » à MM. Gignoux, de Wendel et Cie, qui s'en sont emparés avec reconnaissance. Union sacrée à la Chambre pour le budget de la guerre. Union sacrée au Comité d'Enquête qui brise les 40 heures, c'est-à-dire en fin de compte qui prépare un nouvel abaissement du niveau de vie des travailleurs, une rationalisation accentuée et l'acheminement vers les Ententes Industrielles.

Les travailleurs doivent se préparer à une résistance acharnée. Alerte dans toutes les corporations ! Les décrets vont tomber dru. Il faut les accueillir par une levée de boucliers ! La préparation de l'occupation des usines, la revendication du contrôle ouvrier, voilà quelle sera la riposte ouvrière aux manœuvres du gouvernement.

La vérité est en marche, rien ne l'arrêtera.

TROTSKY DÉCLARÉ NON COUPABLE.

La commission d'enquête sur les charges relevées contre Léon Trotsky dans le procès de Moscou, qui depuis près d'une année siège à New-York, vient de déposer ses conclusions. Cette commission a donc étudié l'affaire avec tout le sérieux nécessaire. Par ailleurs, sa composition est un gage d'impartialité, en effet, à côté de personnalités libérales comme John Dewey, professeur de philosophie à l'Université de Colombie, du professeur Edward Alsworth Ross de la Faculté de sociologie du Wisconsin, siège des adversaires politiques déclarés comme Otto Ruehle, qui fut un des dirigeants de la 1<sup>re</sup> Internationale, comme Carlo Tresca, éditeur du journal Il Martello, comme Wendelin Thomas ancien membre du Reichstag, Suzanne la Follette, etc...

Personnalités qui comme nous le disions occupent dans la vie politique des positions les plus souvent opposées aux nôtres. Le document qui expose ces conclusions forme une brochure qu'il nous est impossible de publier ici dans son entier. Contentons-nous d'en donner une très brève analyse.

Après avoir rappelé, l'exposé des motifs, la commission expose un historique de sa formation, de son travail, et enfin de la procédure utilisée par elle. Rappelons, qu'elle étudia des témoignages multiples, et qu'elle fit comparaître à Mexico Léon Trotsky en personne, enfin étudia tout ce qui pouvait avoir trait à l'affaire avec un souci méticuleux.

Puis vient une étude nourrie de la procédure utilisée par le tribunal soviétique. La critique de la preuve par aveu, sans recours aux témoignages et autres formes de preuves. Sans débats sur l'apport fait en dehors du procès par des gens qui ne demandaient qu'à témoigner.

Vient après les conclusions résumées en 20 points qui chacun répondent pour les réfuter aux multiples accusations et affirmations faites à Moscou par le procureur Vyshinsky et ses acolytes. Enfin, les 2 points suivants :

CONCLUSIONS :

22. Nous déclarons donc que les procès de Moscou sont une provocation.

23. Nous déclarons Trotsky et Sédov non coupables.

Ont signé : John Dewey, président; Benjamin Stolberg, Wendelin Thomas, Alfred Rosmer, John R., Chamberlain, Carlo Tresca, Otto Ruehle, F. Zamora, Suzanne La Folette, secrétaire.

Conclusions communiquées à la presse le 13 décembre 1937.

Que nous enseigne le complot des généraux ?

La série de procès ouverts par la révélation de Tardieu, qu'il avait entretenu La Rocque sur les fonds secrets, a confirmé avec éclat les affirmations répétées du P.O.I. sur la préparation du coup d'Etat fasciste sous le couvert de la haute administration, de la police et des cadres de l'armée. En même temps que La Rocque plaiderait non coupable dans l'affaire des fonds secrets, Pozzo di Borgo et les siens étaient arrêtés sous l'inculpation de complot « pour le rétablissement de la monarchie ». Une série de dépôts d'armes ont été mis à jour. Une troisième instruction avait lieu parallèlement contre le P.S.F. pour « reconstitution de li-gue dissoute ». Au cours des débats de ces trois affaires (qui au fond n'en font qu'une, qu'on pourrait appeler : épisode de la préparation cynique du coup d'Etat fasciste sous l'œil complice et narquois de ces MM. du Front Populaire), plusieurs témoins ou inculpés sont venus justifier, légitimer, glorifier leur entreprise de massacre de travailleurs. Mais, ce faisant, ils ont confirmé nos propres accusations.

barbare. Thorez et Guyot préchaient la discipline et la « fierté d'être soldat » ; et le ministre des soldats encourageait son Etat-Major à préparer une répression anti-prolétaire sanglante dont la bourgeoisie française a le secret.

Lors du procès des fonds secrets, Pozzo, s'adressant à La Rocque, déclara : « Lorsqu'on vous parlait de questions d'armes, vous preniez un petit air modeste en disant : « Ne vous préoccupez pas de cela, et d'ailleurs... j'ai beaucoup d'accointances dans l'armée. TOUT CELA S'ARRANGERA ». Tout cela s'arrangera ! Pozzo révèle cyniquement la liaison entre l'armée et les mercenaires du capital. Le complot des « cagouliers », c'est le complot de l'Etat-Major !

Du même coup, le rôle de l'armée bourgeoise dans la guerre civile éclata aux yeux des plus aveugles, malgré tous les camouflages de « Humanité » et du « Populaire », qui sur ce point ne se différencient aucunement de la presse de droite. Lorsque le ministre de l'Intérieur reconnaît que les conjurés « avaient calqué leur organisation sur celle de l'armée », il est obligé de reconnaître par là que tous les cadres de l'armée fonctionnaient, s'organisaient comme un instrument de combat contre les masses travailleuses. Le mythe de l'armée, instrument de défense extérieure, sauvegarde de la patrie, s'évanouit pour faire place à la réalité : l'Etat-Major et toute la hiérarchie militaire au service du capitalisme contre les masses travailleuses, instrument de répression de l'Etat bourgeois. Pour avoir dit clairement cela, des tracts du P.O.I. ont été saisis par la police, et des distributeurs arrêtés. Le roman chez la portière des abris bétonnés et des cagoules peut fleurir — à condition qu'il ne mette pas en cause le saint des saints de la bourgeoisie : son armée.

Le « Canard Enchaîné » a signalé que Dormoy avait transmis à Daladier la liste des officiers en activité dont les noms ont été révisés par les listes saisies au C.S.A.R. Bien entendu, la presse n'en parle pas. Pour couvrir ces bandits, Kérislis et Sampaix sont d'accord. Quelques-uns seront déplacés — c'est-à-dire « avancés », comme Daladier offrait à Chiappe la Résidence du Maroc.

(Lire la suite page 4, 4<sup>e</sup> colonne)

Dans la Nouveauté

La grève des employés brise l'offensive patronale

La Nouveauté est sans doute une des corporations ou les travailleurs sont le plus exploités. L'augmentation, obtenue à la suite du mouvement de juin 1936, portait leurs salaires à un taux de beaucoup inférieur à celui d'un ouvrier moyen. Depuis, les minimes indemnités de vie ont été engouffrées dans l'augmentation du coût de la vie.

Avons contents, les magnats du haut Commerce avaient la prétention, pour le renouvellement de la Convention collective, de faire supprimer l'échelle mobile des salaires, le conseil de discipline, les congés maladie et maternité, les indemnités de licenciement. Leurs prétextes ? Les affaires ne sont pas satisfaisantes. Et puis, ces gens veulent pouvoir toute une saurière à la porte quand sa tête ne revient pas, sans devoir en révéler devant le conseil de discipline. Est-il nécessaire de rappeler que les Galeries Lafayette ont vu leur bénéfice augmenter de 2 millions 600.000 francs en un an, le Bon Marché de 11 millions ? Est-il nécessaire de faire remarquer qu'avec les soldes grilles « suppression d'emploi » la sécurité dans le travail existe beaucoup plus sur le papier que dans la réalité.

Il est amusant de constater avec quel cynisme la lutte des patrons a été soutenue par le torchon du syndicat fasciste dit « professionnel ». « La vie de l'employé » (sic) qui a eu le culot de présenter aux travailleurs comme revendications la proposition textuelle des patrons retirant les avantages acquis. Les employés ont compris, pour ne citer que le cas des Galeries où les S.P.F. distribuaient leur feuille; l'équipe de garçons de cet établissement a su recevoir ces nervis du patronat comme il convient, c'est-à-dire à coups de bottes dans le derrière.

On sait que dans les autres corporations, les employés sont réputés comme étant plutôt mous, et sans résistance devant le patronat. C'est vrai, mais ils sont un peu comme ces voitures d'un modèle ancien : ils ont du mal à démarrer, mais lorsqu'ils sont partis, ils marchent bien. On a souvent bien des difficultés à leur faire admettre la nécessité de la grève mais lorsqu'ils sont entraînés dans un mouvement, ils font preuve d'une combativité qui étonnerait un métal ou un gars du bâtiment.

C'est pourquoi ces jours-ci, la mentalité d'une manière générale, était à point. Dans les grands Magasins et Prix uniques, tout le monde était fermement décidé, non seulement à empêcher le patron de toucher à un cheveu de ce qui nous appartient, mais encore à lui imposer par la grève avec occupation, d'autres améliorations.

La grève n'a duré que 5 heures, car elle a été aussitôt freinée par l'arbitre ministériel Fédéric, devant lequel la direction syndicale a cédé. Néanmoins cette grève a permis aux travailleurs des Grands Magasins et Prix uniques, de faire échouer l'offensive de leurs patrons. L'approche des fêtes était propice à cette lutte. Il n'y avait (comme le craignait Gallus) dans l'« Intran » qu'à mettre

le couteau sous la gorge des exploités, pour remporter une grande victoire : la convention collective actuelle est reconduite jusqu'en octobre 1938. Mais l'« impuissance arbitrale » donnera à réfléchir aux travailleurs des Grands Magasins et Prix uniques et ceux-ci se tourneront de plus en plus vers cette minorité syndicale naissante qui lutte notamment contre l'arbitrage obligatoire et qui préconise l'action directe des travailleurs contre le patronat — seule capable (juin l'a prouvé), d'arracher la victoire.

J. DE LANOMA.

Carte d'identité obligatoire

Nouvelle mesure anti-démocratique

De nouveau, la répression contre les Travailleurs immigrés et les réfugiés politiques se développe à outrance. Dormoy expulse à tour de bras. Il faut bien faire payer à quelqu'un pour Weidman, pour les cagouliers... et pour Gignoux. Les travailleurs étrangers qui ont été exclus du parti communiste se trouvent en fait particulièrement persécutés. Quant à ceux qui ont déjà été frappés d'un arrêté d'expulsion et qui sont déferés aux tribunaux, ils sont condamnés à des peines accablantes : six mois de prison ferme pour des hommes qui n'ont jamais commis de délit, qui n'ont jamais été condamnés, qui sont pourchassés par la terreur fasciste et repoussés par les cognes de Dormoy et les juges de Vincent-Auriol (tous deux membres éminents d'une organisation appelée « Internationale Ouvrière »).

Plus que jamais les travailleurs immigrés ont besoin de l'aide des travailleurs français. Et ceux-ci en les défendant, se défendent eux-mêmes : car c'est pour les uns comme pour les autres, que Dormoy veut établir la carte d'identité obligatoire avec les empreintes digitales pour tous les citoyens de plus de dix-huit ans. Sous prétexte de lutter contre les Weidman, c'est la mise sous surveillance policière de tous les travailleurs assimilés aux repris de justice. C'est le rétablissement du pass-ports intérieur comme sous les tsars. Quand tous les Français seront en fiches, il y aura de beaux jours pour la répression. Dormoy, l'homme qui après Clichy, a déjà renforcé l'armement de la police parisienne, réalise pour la bourgeoisie la main mise du contrôle policier sur tous. Tardieu et Chiappe n'en valent pas tant. Il est vrai qu'ils n'avaient pas les organisations ouvrières domestiquées et muettes à leur service, anthropométrique. Contre l'instauration progressive et castrée d'une dictature policière à la Dollfus, les travailleurs, malgré le silence honteux des organisations, résisteront avec nous. Les travailleurs français et étrangers ne passeront pas à l'anthropométrie.

FÊTE-BAL DE LA "LUTTE OUVRIERE"

Vendredi 31 Décembre, Salle Susset

186, Quai de Valmy (Métro Jaurès)

EN MASSE AU RÉVEILLON au PROFIT du JOURNAL du P.O.I.

Un programme de qualité

Tombola américaine

Le Chansonnier DENIAUD

Christiane NERÉ

du "Bosphore" et de l'« Européen »

Julia MARCUS

Agnès CAPRI, dans son tour de chant

DU THEATRE, DES CHANTS, DE LA DANSE

Huitres et Champagne

Suzanne LODIEU

Étienne DECROUX

de l'« Atelier »

du "Bosphore" et de l'« Européen »

Agnès CAPRI, dans son tour de chant

L. TROTSKY.

# NOTES INTERNATIONALES VOYAGES

Après Halifax en Allemagne, Delbos et Chautemps à Londres, le tour d'Europe centrale terminé par Delbos. Cela fait bien des voyages et des... conversations. Conversations directes... En un temps qui n'est pas très lointain, quelques semaines à peine, les mêmes hommes, Eden, Delbos, Chautemps, etc... soutenaient contre les Etats dits totalitaires, une controverse qui opposait ces conversations, à la sécurité collective.

Et ces mêmes hommes passent d'une position à la position diamétralement opposée. Fermet idéologique des impérialistes quand il s'agit de leurs intérêts.

On parle ces derniers temps d'un complot contre la S.D.N., on rappelle les discours de Mussolini et donne force détails, on parlerait presque des caquards anti-S.D.N.

Mais le coup principal n'a-t-il pas été donné par ces mêmes démocraties? La S.D.N. était déjà morte, ces voyages sont ses peu brillantes funérailles.

Le complot n'était pas nécessaire. Les démocraties elles-mêmes ont détruit ce qui reste de quelques ruines. C'est là en effet le cas que font ces dernières de la sécurité collective. Système que pourtant, stalinien socialiste, et le Front populaire en général avaient érigé en idéal.

Que les travailleurs en tirent la leçon nécessaire!

### Remaniement Général

A ces conversations, les seuls gros francs se sont d'abord entendus, France, Angleterre, après des prises de contact avec l'Allemagne. Le tour d'Europe, c'était la transmission des ordres aux puissances subalternes.

Et dans le secret s'est élaboré ce qu'on cherchera à faire de la vie de millions d'hommes.

Dans le secret? C'est bien cela en vérité.

Le mot de remaniement général a souvent, ces dernières semaines, été prononcé. A l'issue de la réunion de Londres, Chautemps donne un communiqué pour marquer « l'accord complet entre ministre anglais et français ».

W. Churchill il y a quelques jours lui aussi, publiait dans Le Soir, journal officieux de Belgique, un article qui consiste à dire que Franco occupe les 2/3 de l'Espagne, qu'il a l'avantage qu'il gagnera vraisemblablement la guerre, qu'enfin, il peut être considéré comme le chef du gouvernement de fait de l'Espagne.

Après la reconnaissance (également de fait), de Franco par l'Angleterre, ces considérations éclairent le problème.

De même en Chine, dans ces mêmes jours, l'ambassadeur d'Allemagne se pose en médiateur. Le développement de la lutte en Chine a empêché cette opération de se réaliser, mais elle venait à un moment bien déterminé et l'on peut penser que c'était là un autre terme du règlement général projeté.

Au même moment, on repose les problèmes qui depuis la guerre, agitent l'Europe centrale et que la venue de Hitler au pouvoir a fait se reposer avec plus d'acuité. Et c'est là non plus un des termes du remaniement général, mais un problème central.

### Le Tour d'Europe de Delbos

En effet, ce problème, avec celui des revendications coloniales de l'Allemagne, touche au cœur même des intérêts et du système d'équilibre interne des impérialismes.

L'Espagne, la Chine, pour être des questions d'une grosse importance, ne sont pas en fin de compte capitales. En Espagne, le grand maître anglais a su miser sur les 2 tableaux. En Chine, le « dynamisme » japonais leur fait pour un temps renoncer à leurs intérêts là-bas.

Sur ce plan, un peu excentrique... on liquide au moins mal.

Japonais, cette victoire obtenue, s'arrêteraient là. On pensait au commencement que ses objectifs étaient limités, le silence des dirigeants japonais autour de cette question était bien inquiétant, mais la Chine dans son entier était un morceau bien gros.

C'est pourtant à cette conquête que marchent les troupes du Mikado. Nankin à son tour est prise, offensive sur Hankéou. Enfin et surtout, cette conquête militaire s'est déjà doublée sur le terrain politique d'une opération combien plus caractéristique.

Un « gouvernement » vient d'être constitué par le Japon, qui le tient naturellement pour le seul officiel. Plus, l'autre, celui de Tchong Kai Chek et du Kuo Min Tang est tenu pour rebelle.

Aujourd'hui, plus de doute possible, c'est à la conquête de toute la Chine que marche le Japon.

### L'incident du "Panay"

Les impérialismes yankee et britannique devant une telle situation s'éveillent. Juste à ce moment, survient l'incident du Panay. Les deux nations qui prétendent à la maîtrise sur le monde, l'Angleterre et l'Amérique, ne voient pas sans craintes se former sous leurs yeux un Empire qui comprendra la Chine, le Japon et la Mandchourie, et sera ainsi pour l'avenir un adversaire dangereux.

L'incident du Panay arrive à point, surtout pour l'Amérique. Où existe un précédent du même genre? L'explosion du « Maine » en 1898, dans le port de Manille, fut le prétexte de la guerre hispano-américaine qui donna les Philippines aux E.-U. On chatoille ainsi la susceptibilité yankee et réalise le même coup un commencement d'Union Nationale autour de Roosevelt qui par ailleurs avait besoin de cela pour redorer son blason.

Il faut suivre avec attention les tractations et discussions qui ont lieu autour de cet incident. Car là, le prétexte qui met le feu aux poudres est créé.

Et une telle conflagration ne manquera pas d'entraîner le reste du monde.

### La Décapitation du Parti Communiste Polonais

Il y a quelque temps une résolution du C.C. du Parti Communiste Polonais, décrétait la nécessité d'une épuration du Parti des « espions et provocateurs trotskistes ». Le C.C. avec son chef Lenski, dénonçait comme agents de la police secrète polonaise presque tous les anciens députés du Parlement polonais dans l'emigration en U.R.S.S.

Après cela, ces camarades furent jetés dans les célèbres prisons du G.P.U. d'où ceux qui sortent vivants sont rares. Mais la machine d'oppression de Staline est en mouvement continu. Les dénonciateurs d'hier deviennent les dénoncés d'aujourd'hui. C'est ainsi que les membres les plus importants du même Comité Central, Lenski en tête, se trouvent dans les prisons du G.P.U. où leur sort semble être fixé.

Quel est le passé de ces emprisonnés? Lenski était depuis 1929 le secrétaire général du P.C. Polonais et membre de l'Exécutif du Komintern, militant dévoué du mouvement révolutionnaire polonais depuis une trentaine d'années. La révolution russe d'Octobre le libéra des prisons tsaristes. Pendant la guerre civile, il joua un rôle très important.

Prouchniak, un vieux révolutionnaire polonais. Libéré des prisons tsaristes par la révolution. Depuis longtemps membre du C.C. et du Bureau Politique.

Brokowski. Il a pris une part active dans la révolution d'Octobre et fut le théoricien officiel du Parti.

Ryng. Théoricien bien connu, auteur du programme officiel du Parti.

Henrykowski. Membre du C.C. depuis 1921. S'occupa en particulier du mouvement syndical. Très populaire parmi les ouvriers révolutionnaires de Varsovie.

Krajewski. Membre très ancien du C.C., militant actif et dévoué. Selon les rumeurs il doit être déjà fusillé (son frère Damski fut fusillé il y a deux ans).

Walecki. Un des fondateurs du P.C. P.

Huberman (Wrzos) a évité l'arrestation. Mais pérît mystérieusement.

Ainsi, sur cinq membres du B.E., quatre sont arrêtés et inculpés de provocation, espionnage, etc. Le G.P.U. sévit parmi les émigrés politiques polonais. Ceux qui après des années de prison, de camps de concentration (Bereza-Kortuska) ont pensé trouver en U.R.S.S. un asile sûr, se voient de nouveau incarcérés sans pitié.

# EN ESPAGNE

F. Challaie et le député anglais Mac-Govern se sont rendus à Barcelone le 25 novembre dernier, pour tenter d'obtenir des informations sur le sort des militants ouvriers détenus, disparus ou fusillés sur l'ordre de la Guépéou. Du rapport de Mac-Govern publié par le New Leader du 10 décembre nous extrayons :

1° Le Gouvernement avait décidé une amnistie. Les ministres stalinien s'y opposèrent, au nom de l'U. R. S. S., et leur chantage réussit. « Le 21 novembre un grand nombre de militants de la C.N.T. et d'autres organisations socialistes se rassemblèrent devant les portes de la prison de Valence et menacèrent de détruire la prison si les prisonniers n'étaient pas relâchés. »

2° Zugazagoitia, ministre de l'Intérieur, « expliqua les difficultés élevées par le refus de l'Ambassadeur français d'autoriser le retour de sujets français qui étaient prisonniers, ou d'autoriser le passage de prisonniers étrangers à travers la France. Il accusa l'Ambassadeur de sympathies pour Franco. »

3° Le ministre de l'Intérieur déclara une fois de plus : « Nous recevons de l'aide de la Russie et nous devons permettre certaines actions que nous n'aimons pas. » Challaie et Mac-Govern tentèrent de visiter la prison stalinienne de Calle Vall-major. Ils avaient une autorisation formelle du Directeur des prisons et du ministre de la Justice. Malgré trois interventions du ministre, l'entrée de la prison leur fut refusée par les agents de la Guépéou.

Mac-Govern conclut : « La Russie paralyse l'action militante, affaiblit la lutte... Je peux maintenant comprendre la persécution contre Trotsky »

### La Décapitation du Parti Communiste Polonais

Brokowski. Il a pris une part active dans la révolution d'Octobre et fut le théoricien officiel du Parti.

Ryng. Théoricien bien connu, auteur du programme officiel du Parti.

Henrykowski. Membre du C.C. depuis 1921. S'occupa en particulier du mouvement syndical. Très populaire parmi les ouvriers révolutionnaires de Varsovie.

Krajewski. Membre très ancien du C.C., militant actif et dévoué. Selon les rumeurs il doit être déjà fusillé (son frère Damski fut fusillé il y a deux ans).

Walecki. Un des fondateurs du P.C. P.

Huberman (Wrzos) a évité l'arrestation. Mais pérît mystérieusement.

Ainsi, sur cinq membres du B.E., quatre sont arrêtés et inculpés de provocation, espionnage, etc. Le G.P.U. sévit parmi les émigrés politiques polonais. Ceux qui après des années de prison, de camps de concentration (Bereza-Kortuska) ont pensé trouver en U.R.S.S. un asile sûr, se voient de nouveau incarcérés sans pitié.

Quel terrible écho trouveront ces arrestations en Pologne! Quelle joie dans les milieux fascistes et réactionnaires! Toutes les persécutions, les camps de concentrations, les méthodes provocatrices de la police polonaise ne pouvaient frapper si cruellement le mouvement révolutionnaire polonais, que l'a fait Staline

## A la Chambre, Débat sur les Colonies

# MOUTET, Agent de l'Impérialisme

Le débat sur les questions coloniales à la Chambre vient de révéler une fois de plus et très clairement la politique de trahison du gouvernement de Front populaire et des directions socialiste et stalinienne. Il s'agissait en définitive du bilan le plus lourd de cette politique de collaboration et de social-chauvinisme.

Dans son exposé, Tattinger, le représentant classique de la réaction capitaliste, a clairement défini la politique actuelle de l'impérialisme français dans les colonies. Il déclare : « J'ajoute qu'il faudra garder prochainement nos colonies, non pas simplement sur le terrain moral, mais surtout matériellement et, je dis le mot, par une meilleure organisation de nos forces armées. » (Officiel du 16 décembre 1937).

Le ministre socialiste est entièrement d'accord avec ce programme d'oppression redoublée. Il précise sa position. « Je suis membre d'un gouvernement, je ne suis pas un partisan. J'ai la charge des destinées du pays, je prends ma tâche au sérieux. A tous égards et au point de vue de la défense des colonies, je l'ai prise aussi. »

De quel gouvernement s'agit-il? D'un gouvernement bourgeois qui gère les intérêts d'un Etat capitaliste. Ces intérêts sont diamétralement opposés à ceux de la classe ouvrière. Ils exigent une exploitation renforcée des masses coloniales. Le ministre socialiste Moutet fait une déclaration de bon laquais du capital. Ne pas être partisan signifie pour lui renier ses engagements pris devant les ouvriers, passer résolument dans le camp de l'impérialisme. Etre sérieux c'est organiser la répression sanglante de ces derniers mois en Afrique du nord et en Indochine.

D'ailleurs, il va encore préciser : « Grâce au concours des services militaires, nous avons arrêté un plan de trois ans pour réorganiser la défense de nos colonies. Ce plan nécessitera une dépense de 800 millions. »

### AVEC LES OUVRIERS AGRICOLES

Lors de la discussion du budget de l'Agriculture, une série de députés ont parlé du sort des ouvriers agricoles, ces parias parmi les parias de la terre. Ils comptent en France par centaines de mille. Mais ils travaillent dans un véritable état d'esclavage. Dans l'Aisne, la Somme, la Seine-Inférieure, la Marne, etc., ils font des journées de 12, 14 heures. Pas de contrats collectifs, pas d'assurances sociales réelles, pas d'allocations familiales, un salaire inférieur au minimum vital, conditions de logement insalubres; aucun apprentissage ou éducation. Le Sénat leur refuse même le bénéfice des lois votées pour les ouvriers industriels après les grèves de juin.

L'été dernier, les journaliers ont engagé la lutte dans l'Aisne. Là, ils étaient groupés dans le syndicat C. G. T., et ils s'opposaient à de gros patrons fermiers. La grève fut déchaînée. Gardes mobiles et « chemises vertes » collaborèrent contre eux. Ils n'obtinrent que des avantages partiels. Cependant, ils avaient montré la voie.

A la Chambre, tous les orateurs se sont contentés de demander respectueusement au Sénat le vote des lois sociales... Les ouvriers agricoles comprendront que cette patience-là ne les mènera à rien. C'est par l'union

Il ne s'agit plus de relever les salaires, d'améliorer le sort des paysans, d'accorder les libertés démocratiques, toutes choses promises par les directions socialiste et stalinienne. Mais au contraire de faire peser plus durement que jamais le joug de l'impérialisme. Le projet essentiel : renforcer les forces de répression.

Prenant l'exemple de l'Indochine, le ministre socialiste Moutet fait cet aveu : « Je dois d'ailleurs dire qu'en Indochine la police est peut-être ce qu'il y a de mieux organisé. » (J. O. du 16 déc. 1937). Sans commentaires.

Et voici enfin l'aveu complet de toute la trahison : « Je reconnais que des condamnations ont été sévères. Souvent au lieu d'établir les faits, on a semblé vouloir poursuivre des opinions. Un certain nombre d'ouvriers ont été poursuivis pour entraves à la liberté du travail. Autant celui qui n'a rien à faire dans une grève s'il est pris entravant la liberté du travail, doit être durement poursuivi, autant les circonstances atténuantes sont dues à l'ouvrier qui s'est laissé aller à un geste excessif. »

On ne peut mieux dire.

En face de cela quel est donc l'ennemi qu'à tout prix il faut chasser? Le ministre socialiste Moutet va répondre.

« Que s'est-il passé en Indochine? Vous le savez. Il y avait une opposition dont chacun comprend le danger. A côté d'une action légale et régulière on a voulu — notamment de la part des membres de la IV<sup>e</sup> Internationale — poursuivre une action souterraine et illégale. Je ne peux pas accepter une action souterraine. (Populaire du 16 déc. 1937 et J. O.). Voilà l'ennemi qu'il faut à tout prix pourchasser : l'avant-garde révolutionnaire regroupée autour de la IV<sup>e</sup> Internationale. Une fois de plus, la bourgeoisie montre qu'elle connaît ses véritables adversaires. Du même coup elle balaye toutes les calomnies des stalinien. »

Qui va servir la bourgeoisie dans l'offensive contre nous? Là aussi le

ministre socialiste répond : S'adressant aux stalinien, il déclare : « Vous le savez bien vous-mêmes, vous qui avez envoyé là-bas M. Honel pour séparer ceux de la troisième et ceux de la quatrième internationale. »

Le complot est mis à nu. Les stalinien qui ont brisé le front unique en Indochine l'ont fait sur l'ordre de la bourgeoisie française. Il fallait à tout prix calomnier, isoler, persécuter les militants révolutionnaires pour sauvegarder les intérêts impérialistes. Dans chaque usine, chaque ouvrier doit redire ces déclarations qui découlent entièrement de la compromission absolue entre l'horrez, Blum et l'impérialisme français.

Notre parti continue l'offensive contre le front de collaboration de classe et de trahison. En face de la répression inouïe il faut montrer un front unique large de toutes les oppositions ouvrières. Notre parti a déjà fait plusieurs propositions sur ce plan. Des pourparlers sont engagés. Ils doivent être soutenus par une large offensive de masse.

## « Ni Pétrole, Ni Mazout »

On mène actuellement grand tapage à propos d'une charlatanerie évidente : il s'agit « d'arrêter et abolir la guerre » en mettant en application le mot d'ordre suivant : « Ni pétrole, ni mazout, ni fer, ni nickel, ni aluminium, ni coton, ni aucune matière première aux massacrés ». Cette formule magique a été saisie au vol par Georges Valois et le journal *Nouvel Age*, répandue par tracts, infusée à certaines Sections de la C.G.T. et du Parti Socialiste. Finalement, elle est reprise officiellement par la C.A.P., proposée au Rassemblement Populaire.

Comme toujours, ce genre de débat cache des raisons plus immédiates et qui ont leur intérêt : L'U.R.S.S. vend du pétrole au monde entier, donc aussi à l'Italie et par là, à Franco. En acceptant cette proposition, la C.A.P. voit là une arme contre l'U.R.S.S. et le stalinisme. C'est pourquoi, avec l'esprit manœuvrier qui leur est propre, les stalinien répondent en acceptant, mais à condition de déclarer que la politique de non intervention avait fait faillite. Ainsi les socialistes ne pouvaient aller plus avant dans leur campagne et l'U.R.S.S. était libérée du souci d'avoir à se demander à qui servait son pétrole.

Mais où est la lutte contre la guerre dans tout cela?

Là-dessus, comme pour vouloir couronner l'affaire, Valois fit défilier quelques camions ridicules dans Paris, le dimanche 6 décembre, sous la haute protection de M. Dormoy, comme un carnaval lamentable du « pacifisme des matières premières »!

Ce mot d'ordre est tout simplement la couverture pacifiste des appétits impérialistes de l'Angleterre, des Etats-Unis et de la France. Ce n'est pas un mot d'ordre pour « abolir » la guerre. C'est un mot d'ordre pour faciliter sa préparation par la bourgeoisie anglo-saxonne, gavée en pétrole, en mazout et en toutes ces belles choses dont la possession et l'exploitation sont précisément la raison d'être du capitalisme.

Que Valois puisse impunément mener cette propagande dans les milieux syndicalistes hostiles (au moins en paroles) à l'Union Sacrée; que certains éléments anarchistes et pivéristes s'y rallient complètement, — voilà qui mesure bien, à la fois combien il faut peu de chose, dans l'actuelle atmosphère de chauvinisme surchauffé, pour satisfaire l'inquiète conscience pacifiste de l'homme de la rue, et combien tous ces courants qui prétendent lutter sur la plate-forme de la lutte de classes, tombent facilement dans les filets tendus habilement par la bourgeoisie.

Lorsque Valois a réuni quelques militants inquiets et naïfs, cet été, pour leur exposer sa nouvelle « technique constructive » de lutte contre la guerre, on pouvait prévoir que sa prétendue « Conférence permanente contre la guerre » deviendrait vite une conférence permanente pour faire avaler aux travailleurs et aux soldats les sophismes impérialistes qu'ils commençaient à ne plus avaler, même lorsqu'ils étaient présentés par le Front Populaire. Cela n'a pas tardé.

Qui sont ces fauteurs de guerre? Eh bien, ce sont l'Allemagne, l'Italie et le Japon! Quant aux doux pacifistes qui sont humblement priés de vouloir garder leurs matières premières, ils s'appellent La Bourse, la City et Wall Street! Le groupe *Nouvel Age* a repris simplement les homélies stalinien sur les pays démocratiques « amis de la Paix », et les « fauteurs de guerre fascistes ».

L'anti-stalinisme ne l'a pas conduit vers la lutte de classes, mais l'a ramené, par un détour, au social-patriotisme classique. On conçoit l'empressement de la S.F.I.O. à utiliser des propositions qui ne doivent rien à Staline, mais qui font si agréablement les affaires du capitalisme français.

Ensuite, *Nouvel Age*, masque complètement la question essentielle : pour abolir la guerre, il faut abolir le capitalisme, qui s'appuie justement sur la propriété privée et monopoliste des matières premières. Voilà le fond de la question!

Contre la guerre impérialiste : lutte de classe contre la bourgeoisie et son gouvernement — voilà le mot d'ordre qui restera le mot d'ordre du prolétariat révolutionnaire.

P. N.

# La Crise du Mouvement Anarchiste

Le Congrès de l'« Union Anarchiste » (fin octobre 1937) et les luttes politiques qui s'y sont déroulées ont maintenant rendu publique la crise que traverse le mouvement anarchiste en France.

1. Le Congrès lui-même a été une suite d'incidents qui ont remplacé une discussion sur des rapports sérieux. Le plus important est celui qui a mis aux prises la majorité de la C.A. avec Guyard, Carpentier, sur la question des groupes d'usine. Il s'agissait de savoir si l'U.A. s'orienterait vers la constitution de groupes d'entreprises jouissant dans l'organisation des mêmes droits que les groupes locaux, ou si ces cellules seraient réduites au rôle de groupes de propagande. La majorité expliquait que la doctrine anarchiste considère le syndicat comme l'organisme par excellence des ouvriers, se suffisant à lui-même et que les anarchistes se refusent à l'influencer par un travail organisé et coordonné. La minorité répondait qu'il ne suffisait pas de formuler des revendications, mais qu'il fallait une perspective et des buts, et des organismes d'usine adéquats.

Au fond il s'agit de savoir si la propagande des militants anarchistes à l'usine se contenterait de déclarations anti-stalinien, pour profiter en définitive aux bureaucraties réformistes ou si au contraire elle doit organiser sérieusement la défensive ouvrière.

2. Le Congrès a pris la décision de fonder la « Solidarité Internationale Antifasciste ». La minorité a voté « contre », en expliquant qu'elle était contre la collaboration avec les Jouhaux et les Cachin. Si ce point de vue pouvait paraître étroit, la

liste du comité de patronage à elle seule et les appels pour sauver l'unité antifasciste en Espagne (l'unité au nom de laquelle on réprime le POUM et les militants de la C.N.T.) suffiraient à convaincre que l'organisation n'entraînera pas les larges masses ouvrières dans le sillage de l'U.A., mais bien entrainera les masses ouvrières dans le sillage de Jouhaux, Dumoulin, auprès desquels Huart et Frémont jouent plutôt le rôle de pléges à abouettés pour les ouvriers révolutionnaires.

3. La position de la minorité de l'U.A. dans la question de la S.I.A. était également dictée par son appréciation de la révolution espagnole. La position de la direction reproduit fidèlement les arguments des Garcia Oliver et de Montseny y Frémont alla même jusqu'à affirmer qu'« il n'y avait jamais eu à proprement parler de révolution sociale en Catalogne le 19 juillet », ce qui évidemment pour pouvoir mieux nier que la direction de la C.N.T. soit pour quelque chose dans les progrès de la contre-révolution. La grosse difficulté pour la minorité était d'essayer de formuler les leçons de principes de l'expérience espagnole sans tomber dans le bolchevisme qu'ils voudraient combattre aussi bien que la majorité de l'U.A. La position à laquelle ils semblent arriver, est celle d'un pouvoir transitoire des syndicats, notion insuffisante puisqu'elle n'accorde aucun rôle aux couches en dehors de la production (soldats ou militaires, vieux travailleurs aussi bien que jeunes prolétaires, étudiants, etc.), puisqu'elle aurait consisté à remettre le pouvoir aux mains des réformistes, puisque c'est elle qui a justifié l'élimination du POUM de la

Généralité de Catalogne.

4. Depuis le Congrès les articles, mises au point et rectifications de la majorité se sont succédés dans le « Libertaire ». Le 2 décembre, en particulier a été publiée une réponse de la C.A. à un article de L. Nicolas paru dans « La Révolution prolétarienne ». La C.A. ne s'abaisse pas à discuter politique; il lui suffit d'affirmer que la critique de Nicolas est négative et que sa propre position est constructive. En définitive la C.A. laisse entendre que Nicolas est un saboteur et un diviseur et que s'il continue on le chassera de l'organisation.

Dans le même temps l'opposition ayant principalement « gangrené » les jeunesses, on interdit aux groupes J.A.C. toute initiative pour le front unique, la discussion ou l'action sans en avoir référé au centre; on n'apporte aucun aliment politique aux jeunes qui veulent s'éduquer et on fait on dissout l'organisation des J.A.C.

5. Beaucoup de camarades étaient venus à la J.A.C. à cause de sa propagande antimilitariste et anti-guerrière. Elle s'en était fait une spécialité et en quelque sorte une raison d'existence. Sous prétexte de préciser son point de vue, la C.A. des J.A.C. dans les derniers numéros du « Libertaire » reprend ouvertement les positions traditionnelles des réformistes sur le travail antimilitariste : « Naturellement les militants anarchistes font à l'armée de la propagande individuelle, mais la J.A.C. se refuse à organiser des cellules et des comités parce qu'elle se refuse à livrer les militants à la répression ». Nous croyons que les anarchistes avaient appris la supériorité de l'or-

ganisation sur l'action individuelle; nous croyions qu'ils comprenaient que pour que les militants ne tombent pas sous la répression il fallait les guider, les faire profiter d'une expérience acquise; nous croyions enfin que les anarchistes avaient compris que les bases du mouvement révolutionnaire, dans l'armée comme à l'usine, sont les revendications immédiates que la bourgeoisie est aujourd'hui incapable de satisfaire et que le comité est d'abord un organe de lutte pour ces revendications; il ne peut prendre au début à l'armée, en période de paix surtout qu'une forme embryonnaire et illégale; mais s'il est nécessaire les révolutionnaires doivent travailler à sa création, par une propagande sérieuse auprès des prolétaires-soldats.

Mais ces déclarations prennent tout leur sens lorsqu'on les rapproche de celle du S.I.A. rédigée par les mêmes plumes et qui reprend la position de la direction de la C.N.T., qui approuve l'Union Sacrée en Espagne sous prétexte de défendre la liberté contre le fascisme.

6. La majorité de l'U.A. risque ainsi de renouveler le geste d'Union Sacrée de Sébastien Faure en 1914. La minorité, elle, entame une révision des principes de l'anarchisme; elle doit s'efforcer de le faire par une confrontation mondiale avec toutes les tendances, et avant tout avec le bolchevisme-léninisme. L'esprit qui les fait collaborer à la création d'une revue « Etudes Révolutionnaires » est chez eux très sain; malheureusement les collaborateurs qu'ils ont choisis, les réviseurs de marxisme, et partisans du Bureau de Londres, sont aux antipodes de ce qu'ils recher-

chent. — M. H.

je de fu es ca ra de gr qu po te je pe ca m pr te ur qu ac la co ob les sy an lu ra na di ca. p. né av la II vu de tu ins con Sy voi (q m) P. O. jou me

L'organisation et l'offensive du patronat peuvent être brisées par les luttes ouvrières

L'offensive patronale et gouvernementale contre les quarante heures est d'envergure. La dupérite de l'enquête sur la production dénoncée par les représentants de la Fédération des Employés...

Ainsi, le patronat organise son attaque d'exploiteur, il est aidé par le gouvernement, lequel est soutenu par les dirigeants de notre C. G. T.

Ceux-ci multiplient les appels au calme, à la discipline dans la passivité. Lorsque les travailleurs eux-mêmes rongent cette passivité officielle (la pause), par l'action gréviste et l'occupation des entreprises...

Par cette politique de conciliation entre exploités et exploités, patrons et ouvriers, les dirigeants de notre C.G.T., du parti dit communiste, du parti socialiste, laissent la classe ouvrière sans directives de lutte et désorientée face aux attaques et provocations patronales...

Notre parti ouvrier internationaliste, continuant les meilleures traditions révolutionnaires des débuts de l'Internationale communiste fondée par Léline et Trotsky, appelle les travailleurs à contrôler activement leurs délégués, à exiger la démocratie ouvrière dans les syndicats...

Le renouvellement des conventions collectives, les conventions collectives nationales ne seront arrachées dans les meilleures conditions, c'est-à-dire avec l'échelle mobile des salaires appliquée sur la base d'indice du coût de la vie établis par les syndicats, avec le contrôle de l'embauchage et du débauchage par les délégués réunis en comités d'entreprises...

Notre parti dit aussi aux travailleurs : attention ! Le patronat organise ses troupes de choc sous la direction de l'ex-directeur de la police municipale de Paris, le chéapistre Guichard dont le nom seul est tout un programme de répression anti-ouvrière.

L'affaire actuelle des armements fascistes trace à la classe ouvrière son devoir pour briser physiquement toute tentative fasciste contre la classe ouvrière : l'armement du prolétariat est à l'ordre du jour de la situation en France.

Mais pour réaliser ces tâches, il faut un nouveau parti révolutionnaire du prolétariat ; notre parti en est l'embryon. Seul un parti de classe, véritable expression de la démocratie prolétarienne organisée et consciente et direction révolutionnaire des masses exploitées, peut organiser la lutte avec la classe ouvrière elle-même.

Notre parti appelle les travailleurs à lutter dans les syndicats pour exiger la convocation d'un Congrès extraordinaire de la C. G. T. au cours de la préparation duquel les travailleurs révolutionnaires manifesteront leur volonté de transformer leur organisation syndicale respectueuse en une arme de la lutte des classes, seule voie pour éviter l'abandon, par les ouvriers, des organisations syndicales.

SUR LE FRONT OUVRIER

DANS L'ALIMENTATION LILLOISE

Importante résolution

Nous reproduisons ci-dessous une résolution de la C. A. de l'Union intersyndicale des travailleurs de l'Alimentation de Lille. La presse ouvrière ne lui a donné aucune publicité... et pour cause !

La C.A. de l'Union Intersyndicale des Travailleurs de l'Alimentation, réunie le mercredi 1er décembre 1937 en vue d'examiner la situation des ouvriers et employés des diverses catégories de l'alimentation par rapport aux questions suivantes :

1. Nouveau coefficient — constate l'impuissance gouvernementale pour enrayer la hausse sans cesse croissante du coût de la vie. Considère la revalorisation des salaires et traitements obtenus en juin 1936, dépassés par le nouveau coefficient.

Reclame la diminution du profit capitaliste et l'augmentation du pouvoir d'achat des masses travailleuses, en instituant le contrôle ouvrier sur la production et la répartition, seule méthode sérieuse et conséquente pour arrêter la spéculation et augmenter la capacité de consommation.

Demande à la C.G.T. le dépôt d'un projet de loi instituant un salaire vital minimum pour le pays et par région, et l'établissement de l'échelle mobile.

Décide d'entreprendre toute action pour obtenir du patronat de l'Alimentation le rajustement des salaires par application du nouveau coefficient, soit 11 pour cent.

2. 40 heures et chômage. — Constate que la statistique officielle du chômage enregistre une nouvelle augmentation des sans-travail secourus, constate également une attaque renforcée du patronat de l'alimentation et de l'industrie hôtelière contre les 40 heures.

Proteste contre l'attitude passive des Pouvoirs publics et la tendance à l'assouplissement de la loi.

Se refuse à subir aucune dérogation à la loi tant qu'il y aura des chômeurs en France.

Reclame pour les chômeurs un rajustement de leur indemnité équivalente au département de la Seine.

3. Retraite des vieux travailleurs.

— Depuis toujours la C.G.T. lutte pour l'obtention d'une retraite aux vieux travailleurs. Rejeté de la production après avoir durant toute une vie de labeur enrichi les profiteurs du régime, il ne reste plus au vieux travailleur que la misère et la mort, comme récompense de l'exploitation de son travail.

Reclame d'urgence auprès de la C. G. T. le dépôt d'un projet de loi assurant des moyens d'existence normaux pour la vieillesse des travailleurs.

Considère comme une menace contre les 40 heures la proposition ten-

dant à faire une heure supplémentaire pour assurer le pain des vieux travailleurs. Cette proposition s'appuyant sur l'esprit de solidarité de la classe ouvrière, justifie les prétentions patronales contre les 40 heures, et renforce l'armée des sans-travail, d'où augmentation des secours alloués.

Considère dans la logique syndicaliste d'exiger du travail pour les jeunes et du pain pour les vieux plutôt que d'augmenter le temps de travail des ouvriers occupés pour le plus grand profit du patronat ;

Propose que la retraite des vieux travailleurs soit établie par : — La diminution du budget de la guerre.

— La nationalisation des compagnies d'assurance. (Cette solution permettrait à elle seule d'assurer la retraite des vieux travailleurs).

Refonte de la loi des assurances sociales et introduction de la pension des vieux dans les assurances sociales. (Programme du Front populaire).

4. Conciliation et arbitrage. — Près d'un an de pratique de la loi du 31 décembre 1936 sur la conciliation et l'arbitrage, les syndicats composant l'Intersyndicale des Travailleurs de l'Alimentation considèrent que le bilan est à l'avantage du patronat, celui-ci n'appliquant que les sentences favorables à ses intérêts, pouvant se soustraire aux sentences qui ne lui conviennent pas.

Demandent aux organisations confédérales de s'engager dans l'action énergique et méthodique que la puissance de notre mouvement nous permet d'espérer et de réaliser. Regrettent que les problèmes de l'heure sont trop souvent examinés sur le plan de l'intérêt général et national au préjudice de l'intérêt de classe des travailleurs, en face d'un patronat de combat qui ne recule devant aucun moyen pour réduire à néant les conquêtes de juin et briser nos organisations syndicales.

5. Contrôle de l'embauchage et du débauchage. — Ayant repris son arrogance passée, le patronat de notre région entend se débarrasser des militants et des syndiqués et être le maître chez lui, c'est-à-dire embaucher et débaucher qui bon lui plaît. Tant qu'aucun contrôle ne sera fait sur l'embauchage et le débauchage, le droit syndical ne sera qu'une formule creuse, laissant les militants à la vindicte patronale.

Demande aux organismes confédéraux de mobiliser toutes les forces syndicales en vue d'obtenir le contrôle de l'embauchage et du débauchage et de prendre toutes dispositions y compris une grève générale de 24 heures, avant que le patronat ait vidé des entreprises les militants confédérés.

Nous dénonçons...

L'organisation anti-ouvrière dans les entreprises.

Avec l'appui du Gouvernement Chautemps-Bonnet, face à la carence et aux capitulations successives des Chefs de notre C.G.T., le Patronat s'organise. Voici des informations auxquelles nous ne craignons pas de démentir.

Parallèlement aux organisations fascistes, se développent actuellement, à l'ombre de « l'Etat-Major » de la Confédération Générale du Patronat Français, 42, rue de Presbourg, DES GROUPEMENTS LOCAUX CARBONNAUX INTERPROFESSIONNELS. Ces groupements, divisés en secteurs, ont pour but de réprimer les mouvements de protestations des ouvriers et d'assurer la transmission DIRECTE ET RAPIDE DES CONSIGNES CONFIDENTIELLES dans certaines éventualités (occupations d'usines, grèves générales, etc.).

Des systèmes de LIAISONS DIRECTES PERFECTIONNEES, érigés dans chaque groupement, sont destinés à en assurer le bon fonctionnement et à en accroître la cohésion.

Dans les entreprises, des CENTRES D'INFORMATION sont créés, groupant délégués, adjoints et agents de liaisons qui assurent le contact entre les échelons divers du groupement patronal et dont le recrutement est l'objet d'un contrôle tout particulier. A chaque DELEGUE OU ADJOINT est attribué, en outre, CINQ OU SIX CORRESPONDANTS choisis pour leurs liaisons syndicales dans les usines.

Des exercices périodiques « préparatoires » permettent d'ajuster tous les rouages de la constitution du patronat en vue de la constitution définitive d'un puissant appareil de répression, et d'une offensive généralisée CONTRE le Proletariat.

Partout, le Patronat s'organise : Parce qu'il voit, à nouveau, monter le flot des protestations (grève d'une heure dans la métallurgie, grève du 3 novembre dans le charbonnage, grève des cartonnières à Aubervilliers, grève à Roubaix, aux établissements Lemaire et Delleis, grève des Employés parisiens, des ouvriers des biscuiteries et pâtes, de la chaussure, de chez Goodrich, etc.).

Un bel exemple de lutte

Nous extrayons du journal du Comité des Forges, L'Usine :

« LES 40 HEURES ET LEURS REPERCUSSIONS » Dérogation refusée par les mineurs de Roche-la-Molière (Loire) »

« A la suite d'un accord intervenu entre la Fédération régionale des mineurs de la Loire et le Comité des Houillères de la Loire, la Cie des Mines de Roche-la-Molière et Firminy ne s'est pas présentée au travail lundi 22 novembre et a ainsi fait grève. »

Les ouvriers mineurs de Roche-la-Molière ont refusé de déguerger aux 40 heures ; ils savent bien que le relèvement économique du pays ne sera pas le résultat de capitulations devant les exigences patronales et gouvernementales

nomique du pays et autorisées par l'arrêté ministériel du 1er septembre 1937, pris conformément à l'article 10 du décret du 25 septembre 1936, sur l'application de la semaine de 40 heures aux ouvriers du fond. « Sans aucun préavis, la majorité du personnel de la Cie des Mines de Roche-la-Molière et Firminy ne s'est pas présentée au travail lundi 22 novembre et a ainsi fait grève. » Les ouvriers mineurs de Roche-la-Molière ont refusé de déguerger aux 40 heures ; ils savent bien que le relèvement économique du pays ne sera pas le résultat de capitulations devant les exigences patronales et gouvernementales



Dans la Marine Militaire

BATIMENTS

Nous avons à plusieurs reprises annoncé la parution de cette enquête. Les besoins de l'actualité, et les dimensions plus que modestes de ce journal, nous ont à plusieurs reprises obligés d'ajourner ce projet. Nous nous en excusons vivement auprès de nos lecteurs.

L'intérêt que ces derniers trouveront à cette lecture n'est pas à souligner. Seul dans la presse nous publions une telle enquête. Entre le souci de préserver « notre » (?) pays et l'état misérable d'exploitation éhontée dans lequel se trouvent nos « cols bleus » nous choisissons la cause de ces derniers et leur montrons la voie du salut. N.D.L.R.

I. — CE QU'EST LA MARINE DE GUERRE EN FRANCE

De tous temps, la marine, tant de guerre que de commerce, fut puissante. Elle eut aussi de grands marins : Suffren, Duquesne, Jean Bart et Duguay-Trouin pour n'en citer que quelques-uns.

La conquête et le développement de l'immense empire colonial de la France, qui, ne l'oublions pas est le deuxième après celui de la Grande-Bretagne, avec une population de plus de 60 millions d'habitants, en est la cause essentielle.

Aujourd'hui, pour la sauvegarde de ses intérêts à travers le monde, le capitalisme français possède une flotte particulièrement puissante du fait de sa valeur technique. Au point de vue du tonnage, la France se classe la quatrième, c'est-à-dire après l'Angleterre, les Etats-Unis et le Japon et avant l'Italie et l'Allemagne, qui se classent respectivement cinquième et sixième.

Etant donné la dispersion de ses colonies, la France entretient non seulement une escadre en Méditerranée et en Atlantique, ayant pour base Toulon et Brest, mais aussi d'autres forces maritimes : Division navale d'Extrême-Orient, Division navale du Levant, Station de la Manche et de la Mer du Nord, Station navale de l'Atlantique, Station navale du Pacifique, Station navale de l'Océan Indien, et aussi, des forces assez importantes à Bizerte. Nous devons ajouter également, quelques avions et canonnières dans différents ports des colonies.

En dehors de sa flotte et son aviation maritime, le ministère de la Marine contrôle la défense du littoral. Les bataillons de côte, sont répartis aux endroits stratégiques : Dunkerque, Le Havre, Cherbourg, Brest, Lorient, Rochefort, Toulon, en Corse, Bône, Bougie, Philippeville, Oran et Casablanca.

Ces forces sont en général assez peu importantes mais possèdent toutefois, une artillerie motorisée moderne, qui a d'ailleurs pris part au défilé du 14 juillet 1937.

Comme nous l'avons dit, il y a un instant, les bâtiments de guerre français ont techniquement une valeur qui n'est pas à négliger et en cela, elle est au-dessus de celle des autres pays, qui bien souvent possèdent la quantité, mais non la qualité. Que l'on sache qu'en dehors de trois unités, les plus vieux bâtiments n'ont pas quinze ans.

Il faut signaler aussi, que certains de ses bâtiments sont uniques au monde ; le contre-torpilleur « Terrible » bat le record du monde de vitesse avec ses 45 nœuds, soit 83 km. 340, et l'état-major de la Marine estimant sans doute que cela ne suffit pas, fait procéder à la construction du contre-torpilleur « Volta », aux Chantiers de la Loire à Nantes, qui doit atteindre la vitesse formidable de 50 nœuds. Le croiseur « Emile Bertin » est aussi — par rapport à son tonnage — le plus rapide croiseur, n'atteint-il pas 40 nœuds. Et pour terminer la France est la première avec ses 86 sous-marins contre 82 à l'Italie. Indiquons que dans le domaine des sous-marins, le « Surcouf » jouant 4.304 tonnes en plongée est le plus gros du monde, il possède — caractéristique unique — un petit hydravion à bord.

Actuellement le nombre de bâtiments en service, ou sur le point de l'être, s'élève par catégorie, à 7 cuirassés et à 2 de 35.000 tonnes en construction, 20 croiseurs (allant de 8.500 à 10.000) 33 contre-torpilleurs, 38 torpilleurs, 86 sous-marins, une multitude d'avions, canonnières et de bâtiments divers.

Pour la construction et la réparation des bâtiments, l'état-major possède tout un réseau d'arsenaux : Cherbourg, Brest, Lorient, Toulon, Sidi-Abdallah (Bizerte), Saïgon, Dakar et Casablanca. Il existe aussi les établissements Indret où l'on fait les turbines et la fonderie de Ruelle (Charente) pour l'artillerie navale. Ensuite viennent les multiples chantiers navals, qui travaillent pour la Marine de guerre et d'où sort la majorité des bâtiments : Ateliers et Chantiers de la Loire, Chantiers de Bretagne, Chantiers de la Seine, Chantiers du Nord, Chantiers de la Gironde, etc.

Armé et outillé dans de telles conditions, l'impérialisme français peut défendre le statu quo de l'Europe... si cher aux « communistes » et aux réformistes — et peut maintenir sous son joug odieux les peuples coloniaux et demain peut-être, faire la conquête de nouveaux débouchés par un nouveau partage du monde.

(A suivre.) Au prochain numéro : l'Aviation Maritime et la Marine Royale.

La minorité syndicale s'affirme chez les Fonctionnaires

Chez les Instituteurs

L'Assemblée générale de la Section de la Seine du « Syndicat National des Instituteurs » du 16 décembre fut quelque peu orageuse. Il s'agissait de voter pour ou contre le rapport moral du Bureau. De nombreux camarades montrèrent combien ce rapport était inconsistant.

Guilloré parla de la question des 150 francs d'augmentation, revendication abandonnée par les dirigeants des syndicats de fonctionnaires, malgré les phrases ronflantes prononcées quelque temps auparavant : le rapport moral était muet sur cette question !

Fenneter défendit les intérêts des jeunes et stigmatisa l'attitude du parti qui a abandonné la « revendication de traitement unique » comme il a abandonné l'internationalisme prolétarien pour l'union sacrée.

Gallienne s'étonna que l'on ait attendu le 16 décembre pour réunir une assemblée générale alors que la question des 150 francs se posait avec acuité depuis la rentrée. Il critiqua le vide du rapport moral en ce qui concerne les moyens de lutte pour obtenir les 150 francs, la guerre et les luttes ouvrières et opposa au syndicalisme de combines dans les antichambres ministérielles celui de lutte de classe. Il proposa contre le rapport moral « une motion condamnant l'attitude des dirigeants » syndicaux, réclamant la sortie de la C. G. T. du Front populaire et la préparation méthodique de la grève générale.

Un camarade de Suresnes s'éleva avec vigueur contre la politique de la « main tendue » aux catholiques. Il se plaça cependant à un point de vue qui n'est pas le nôtre, se faisant des illusions sur l'école laïque actuelle, qui est loin de satisfaire les instituteurs révolutionnaires.

Wullens condamna l'attitude peu courageuse des membres du Conseil Syndical qui, à l'unanimité moins la voix de la stalinienne Jeanne Ethève (qui s'était déclarée non pas émue, mais réjouie, des attaques contre le P.O.U.M.), avaient voté un ordre du jour demandant des garanties élémentaires de justice pour les révo-

lutionnaires espagnols arrêtés par le Gouvernement de Valence et la Guépéou, et qui, très peu de temps après, au Congrès du Syndicat, s'abstinèrent sur le même ordre du jour. Wullens signala qu'un article de lui sur cette question n'avait pas paru dans « l'Ecole du grand Paris » malgré les promesses faites et présentes à l'assemblée ce même ordre du jour en faveur des révolutionnaires espagnols.

D'autres camarades (Krihiff, Meyat, etc...) intervinrent encore contre le rapport moral.

Le stalinien Fournial alla au secours du bureau réformiste et eut le toupet de parler d'union nécessaire à l'intérieur du Syndicat. Cela ne l'empêcha pas d'attaquer la minorité de telle façon qu'il fut hué par une bonne partie de la salle.

Après une longue et endormante réponse de Lavergne, on procéda au vote. Mais le président s'obstina à ne compter que 27 voix pour la minorité, alors que nous pouvons affirmer catégoriquement qu'« il y en avait au moins 35 ». Cette façon de faire suscita de vives protestations. Puis, le même président proposa le renvoi des motions présentées au Conseil syndical, autrement dit l'entêtement pur et simple de ces motions. Les protestations devinrent encore plus vives, et l'assemblée se partagea, des deux côtés de la tribune, en deux groupes paraissant numériquement équivalents, l'un réclamant le vote des motions, l'autre leur renvoi. Le président déclara sans compter que ce deuxième groupe était le plus nombreux et voulut passer à l'ordre du jour. Outre d'un tel procédé, de nombreux camarades quittèrent la salle au chant de « l'Internationale ».

Cette assemblée aura montré aux instituteurs d'avantgarde ce que valent leurs dirigeants syndicaux réformistes, qui n'ont conservé leur majorité que grâce aux stalinien dont ils sont désormais prisonniers. Ils continueront la lutte pour un syndicalisme débarrassé de l'emprise stalinienne-réformiste et s'orienteront vers les solutions révolutionnaires justes.

Dans les P.T.T. : A PARIS - VII

Le 1-12, réunion de la section ; après discussion de faits particuliers à P 7 (mais que fait la Commission de Contrôle de la Fédération Postale ?) Ezéby vient prononcer un long plaidoyer :

« Pour les traitements, il y a reculé gouvernemental sur rétroactivité et montant de l'indemnité... ; pour les 40 heures, attention aux enquêtes sur durée effective du travail... ; sur les moyens d'action, dans le Cartel ni cheminots, ni Enseignement n'acceptent la grève, services publics : incertitude, pour les P.T.T. : grosses difficultés extérieures et intérieures du pays... ; la Fédération a fait son devoir en menaçant, en luttant contre manœuvres de Chautemps... en se gardant de provoquer sa chute ; la conséquence eut été (?) un gouvernement de droite ou de nouvelles élections ! Qu'en serait-il sorti... ? D'ailleurs, la bataille se poursuit sur répartition des crédits et rebondira dès janvier car la question d'une nouvelle indemnité se posera... »

Différents copains interviennent ; l'un d'eux lit des extraits du Ralliement, entre autres, ceux-ci :

Résolution du C. N. de la Féd. (22-10) : « Décide, si l'opposition du Gouvernement à nos revendications actuelles, modestes et insuffisantes, demeure intransigeante, de se concerter avec le Cartel des S. P. ; pour amener le Parlement à satisfaire nos légitimes revendications. Au cas où il n'en serait pas ainsi, d'envisager et de préparer la cessation du travail... »

Fin d'article d'Ezéby lui-même (25-11) : « Tous les moyens d'action diplomatique étant épuisés, il faut, malgré notre attachement au Rassemblement populaire, appliquer les décisions prises au C.N.F. des 21 et 22-10 derniers. »

Par contre « Le Ralliement » (également du 25-11), commente ainsi le vote du Parlement, « malgré les inconstances défavorables » :

« ...Nous sommes allés « jusqu'à l'extrême limite de la conciliation ». Nous ne sommes pas restés insensibles devant la situation générale du pays, mais nous ne pouvions pas paraître accepter d'abandonner les plus déshe-

rités de nos mandants : les auxiliaires et les retraités... »

Dépendant que la presque totalité des ordres du jour des sections, depuis plus de 4 mois s'affirment prêts à l'action, à appliquer les mots d'ordre de la Fédération... cependant, en août déjà, les postiers du Rhône firent grève ; en octobre, la grève n'eût pas rencontré les difficultés actuelles ; enfin, en janvier 33, devant un gouvernement (soi-disant F. P.), Cartel et Fédération dirent-ils qu'il faut aller jusqu'au bout... comme cette fois-ci ?

Ezéby répond que devant la menace du complot « cagouillard », devant la situation extérieure, il ne fallait pas « ébranler la sécurité du pays », qu'en déclenchant la grève, on eut tombé dans les provocations des ennemis des fonctionnaires ! Mais alors pourquoi, pendant 3 mois, avoir parlé, écrit, menacé de la grève générale ?

En fin de réunion, un ordre du jour de protestation fut présenté, réclamant : « La revalorisation et l'échelle mobile des traitements et retraites ; les 40 heures par les 5x8 ; la titularisation de tous les auxiliaires et fin de ce mode de recrutement ; prenant acte du recul inqualifiable de la Fédération Postale et du Cartel, déclarant que la C.G.T. doit reprendre sa pleine liberté d'action, proposant la préparation de la grève générale illimitée avec occupation, la lutte contre la guerre et le fascisme. »

Le président s'opposa à la mise aux voix des ordres du jour parce que cela nécessitait une discussion qui ne pourra s'ouvrir qu'à la prochaine réunion !

Un Correspondant des P.T.T.

Le numéro 2 de La Terre aux Paysans est paru. Le numéro : 1 franc. (Abonnement à dix numéros : 8 fr.)

Au sommaire : Les paysans comprendront-ils ? (Hanel) ; La voix des paysans de la terre (lettre d'ouvrier agricole. Les grèves de l'Aisne). Les avis de Jacques Bonhomme. A propos d'objections (Behel) ; Le budget de l'Agriculture et la crise agricole (Nerville) ; Le fascisme contre les paysans laborieux. Pour la conférence paysanne du P. O. I.

Versements au C. C. P. Naville 1.333-80, Paris.

# Le 2<sup>e</sup> Congrès du P.O.I.

## Question Russe et Conclusion

Nous publions aujourd'hui la fin des débats du Congrès du Parti. Nous avons publié dans le précédent numéro la position défendue au Congrès par le camarade Craipeau dans la question russe. Auparavant, le camarade Naville avait développé le rapport du C.C. sur cette question.

Pour la majorité, la question fondamentale est la suivante : les bases sociales et économiques de l'Etat soviétique sont-elles encore liées aux conquêtes fondamentales d'Octobre ? (Nationalisation du sol, expropriation, nationalisation et reconstruction de toute l'industrie sur la base étatique, monopole du commerce extérieur, etc...). Nous répondons oui. Cela ne signifie nullement que l'Etat soviétique soit un Etat soviétique. L'économie est pénétrée de contradictions, anciennes et nouvelles. Ces contradictions se sont développées grâce à l'isolement de la révolution russe, et au faible niveau de développement économique au départ. Le système actuel, y compris la bureaucratie, reste encore liée à son origine ouvrière et paysanne-travailleuse. Staline et la bureaucratie ont inauguré une ligne de concessions aux éléments réactionnaires. Ces éléments à leur tour se consolident peu à peu et mettent à l'ordre du jour le danger fondamental : le rétablissement du capitalisme privé.

La guerre contre l'U.R.S.S. dont Hitler se fait le héros, c'est une guerre pour la colonisation de la Russie par la voie du rétablissement du capitalisme privé. Toute une série de couches de la bureaucratie dirigeante se font et se feront les instruments de ce rétablissement, car ils ne peuvent rester indéfiniment en équilibre entre l'héritage d'Octobre, qu'il faut défendre, et la collaboration avec le capitalisme, sous la forme, notamment, de l'étrangement de la révolution mondiale. Là est le secret du rôle de la bureaucratie. Si nous devons défendre l'U.R.S.S., ce n'est pas pour soutenir la bureaucratie ; c'est au contraire parce qu'il faut arracher à la bureaucratie sur la base d'une lutte internationale, les cadres collectifs de l'économie soviétique. C'est le contenu que nous donnons à la révolution actuellement nécessaire en U.R.S.S. Le rapport de la majorité réfute ensuite les conceptions qui assimilent l'U.R.S.S. au prétendu capitalisme d'Etat fasciste et une série d'autres arguments.

### Discussion

Les camarades Filhière et Guérin, entre autres, ont défendu le point de vue de la minorité, tendant à démontrer que la bureaucratie soviétique avait déjà liquidé toutes les conquêtes d'Octobre, et qu'une classe historiquement nouvelle exploitait le prolétariat russe — c'est la bureaucratie — en instituant une nouvelle forme de rapports entre « maîtres et non-maîtres », vis-à-vis de laquelle le défaitisme révolutionnaire, à l'intérieur et à l'extérieur, était la seule forme de lutte possible. Selon Guérin, la nouvelle classe ne peut avoir qu'un nom : technocratie.

Rous, Gabar, Boite et d'autres camarades, intervinrent pour la majorité, réfutant particulièrement la thèse défaitiste de la minorité. Ils montrèrent comment cette thèse se rapporte à « réactionnaire » que celle qui consiste à rester « neutre » dans la guerre des Etats coloniaux ou semi-coloniaux contre leurs oppresseurs (Chine), ou dans la guerre civile espagnole.

Le camarade François développa, pour sa part, le point de vue de la nécessité d'appliquer le défaitisme révolutionnaire aussi bien en Chine, en Espagne républicaine qu'en U.R.S.S. Cette thèse du défaitisme « universel » fut combattue par l'intervention finale de Naville. Craipeau ne s'y rallia d'ailleurs pas, dissociant le cas de l'U.R.S.S. de celui des peuples opprimés.

Deux lettres, de la majorité, et de la minorité du groupe bolchevik-léniniste russe furent lues qui apportèrent au débat des éléments d'appréciation. En fin de compte, le vote intervint sur la résolution, comme nous l'avons indiqué dans le précédent numéro.

### Résolution

Voici la résolution qui fut adoptée : Le Congrès, après avoir discuté les différents aspects du développement de l'U.R.S.S. dans la situation mondiale actuelle, confirme son accord avec la résolution internationale de juillet 1936.

Il appelle le prolétariat à mobiliser ses forces pour la défense des conquêtes économiques et sociales d'Octobre, sapées et détruites chaque jour par la bureaucratie stalinienne. Il dénonce les crimes de Staline, assassinant les anciennes générations bolchevistes et se faisant le bourreau de l'avant-garde prolétarienne dans le monde entier, comme les signes avant-coureurs d'une restauration du capitalisme dans les domaines fondamentaux de la production et de la propriété, c'est-à-dire d'une contre-révolution sociale déjà amorcée.

Dans la paix comme dans la guerre le prolétariat français devra aider les travailleurs soviétiques à se débarrasser de la dictature bonapartiste de Staline, pour la défense de leur Etat. Les travailleurs de France (et du monde) collaboreront à cette lutte par l'action en faveur de la révolution socialiste dans leur pays, par la dénonciation des buts de guerre de l'impérialisme français, en accord avec la IV<sup>e</sup> Internationale.

Ils affirment que cette voie est la seule qui puisse conduire à la régénération de l'U.R.S.S. et au renversement de la dictature fasciste-capitaliste d'Allemagne et d'Italie, conjointement avec l'écrasement de la domination

capitaliste en France et en Angleterre. Tous les camarades comprennent l'importance de la discussion sur la question russe. C'est pourquoi elle se poursuivra, en particulier dans les colonnes de notre revue.

Après clôture de ce débat, la commission des résolutions rapporta un certain nombre de textes.

### Votes

A l'unanimité est adopté le manifeste publié dans le n° 59 de la L. O. Il adopte également une résolution préconisant l'organisation d'un secours rouge pour lutter contre la répression.

Un additif au rapport moral critiquant le C. C. sur une série de points (Cliché, front unique entre autres), recueille 20 mandats ; il est repoussé. La hèse et résolution politique sur la situation en France sont adoptés par 43 mandats contre 4 et 8 abstentions. L'additif (publié dans la L. O. n° 59) est adopté par 23 mandats contre 11 au texte présenté par Praux (18 abstentions). La résolution sur la guerre est adoptée par 51 mandats contre 6. L'élection du Comité central et de la Commission de contrôle eut lieu à l'unanimité.

Note. — Le compte rendu du Congrès ayant été publié dans les conditions défavorables, une série d'interventions se sont trouvées dénuées. En particulier les interventions du Rous et du camarade Praux, à qui l'on fait dire, contrairement à son idée « qu'il fallait réexaminer notre perspective sur la décomposition du parti radical. » (L. O. du 5-11). D'autre part, les camarades minoritaires sur la question russe tentent à déclarer qu'ils sont en désaccord avec la présentation de leur hèse dans la « L. O. » du 8-12.

## « La Main tendue... »

La main tendue aux catholiques. Voilà un sujet qui permet aux S.F. L.O. de protester contre la politique stalinienne. Mais les quelques faits ci-dessous révèlent que les uns et les autres dans les faits, pratiquent la même politique.

Quand les staliens disent : « Nous tendons la main... » Il faut répondre : avec les travailleurs, tous les travailleurs, les catholiques comme les autres, toujours, mais avec l'église et le cléricisme le plus réactionnaire, jamais.

L'UNION EST COMPLETE. Le 11 novembre est pour les travailleurs la date de la fin de la bonnerie impérialiste, mais, nos dirigeants S.F.L.O. voient là une occasion de sanctifier leur plus grand aït d'arme : la trahison de 1914. Les aorts ? c'est le domaine de la religion et de l'Eglise. Et c'est ainsi, à cette date, à :

Bar-sur-Loup. — Le Conseiller général-socialiste assiste à la messe avec tout le conseil municipal.

Ensuite, dans le même cortège que ses enfants des écoles et les socialistes et leur maire, se rendent avec M. e curé au Monument aux Morts...

« Et après avoir donné l'absoute, M. le Curé doyen a prononcé un discours. Ses paroles de paix et d'union ont été écoutées par tous dans le recueillement... »

« Belle cérémonie d'Union » (Petit Nivernais et Eclair de Nice).

Aussi nous serions curieux de savoir ce qu'en pensent les laïques de la fédération socialiste des Alpes-Maritimes, tels que Cuméro, Portelatine, Pivano et même Jeanjacquot, qui comme responsables, dans les Alpes-Maritimes, du mouvement syndical des instituteurs publics prônent la défense de l'école publique et en tant que responsables du Parti socialiste donnent leur blanc-seing à ceux qui s'allient avec le cléricisme... !!!

M. P.

## LES AVENTURES D'UN PRÊLAT

Depuis quelques jours une affaire qui a pris les proportions d'un scandale, retient l'attention de tous les habitants de Saumur et de la région. La police de cette ville a en effet arrêté et gardé pendant plusieurs heures au commissariat, un ecclésiastique... qui n'était autre qu'un haut prêtre de Laval ! Attiré sans doute à Saumur par la célèbre « académie l'équitation » qui vaut à la ville un renom tout spécial... et des scandales périodiques, notre étrange prêtre aurait été accusé de tentative de détournement de mineur... sur la personne d'un jeune jockey !!

Si la justice bourgeoise n'était pas si sévère en ce qui concerne les infractions à sa morale, quand il s'agit de pauvres bougres, nous nous tairions. Mais nous ne permettrons pas que l'on pratique l'étouffement en faveur d'un des soutiens et profiteurs du régime, surtout quand il s'agit d'un haut dignitaire de cette église qui règne en maîtresse et prétend imposer... aux autres, les principes de la morale chrétienne.

C'est tout pour aujourd'hui. Mais quel dommage que le « Canard », de par ses mauvaises fréquentations, en soit amené à tendre la patte aux corbeaux... !

M. B.

### NOTEZ BIEN...

Bulletin Intérieur. — Le Bulletin Intérieur numéro 2 est paru. Il a été envoyé aux groupes. Ne pas oublier de les payer régulièrement !

## Parmi nos Lettres

Chers camarades,

Voici plusieurs fois que j'ai l'occasion de lire votre journal La Lutte Ouvrière. Je le trouve excellent sur ses principes de lutte contre le patronat, d'ailleurs il n'y a plus que vous qui luttiez vraiment sur le terrain de classe, qui défendez la politique de Lénine, la seule juste pour abattre le régime capitaliste ; car si nous suivions les staliens ce n'est pas notre libération que nous défendrions, mais nous travaillerions à notre enchaînement.

Chers camarades je voudrais vous demander s'il ne vous serait pas possible, pour rendre votre journal encore plus intéressant, plus instructif et éducatif, de faire des petits articles très simples et bien compréhensifs sur, par exemple : « Qu'est-ce que le marxisme ? », « Qu'est-ce qu'un Soviét », les lignes principales de votre programme immédiat et son but d'avenir. Comment concevez-vous l'indépendance du mouvement syndical ? Est-ce que vous concevez un responsable appointé du bureau politique peut être en même temps responsable appointé d'un organisme syndical ? Je vous demande cela car je travaille dans la métallurgie et j'entends tous les jours des copains dire : « Ils sont tous les mêmes ! » Quand ils sont arrivés ils nous laissent tous tomber. Or, il faut chasser cet esprit, il faut montrer que cela est faux, parce qu'en ce moment il y a du travail à faire ; les staliens perdent du terrain. Sur le terrain syndical, il y a un flottement.

C'est pour cela que je vous demande d'écrire ces articles pour que les camarades comprennent bien vos mots d'ordre et sachent où vous voulez les conduire, car ils ne comprennent pas toujours très bien ce que veut dire : « Soviét », « Marxisme », etc... ou alors quels sont les livres les plus simples à lire à ce sujet ?

Chers camarades, au commencement de l'année je prendrais un abonnement à votre journal et je travaillerais à sa propagande... Bien fraternellement à vous. R. J. (Seine).

NOTE. — Notre Comité de rédaction et notre Parti s'efforceront de répondre de leur mieux à la demande du camarade.

## LES LIVRES

Jolion a rédigé pour la Patrie Humaine une brochure où sont relatés les principaux faits des mutineries de 1917. La brochure n'a aucune conclusion, et l'auteur ne tire aucune leçon des soulèvements de l'armée française dans la 3<sup>e</sup> année de guerre. Nous ne savons même pas si Jolion personnellement est pacifiste, démocrate ou chauvin. La chose importe peu. Ce qui compte, ce sont les faits relatés dans sa brochure. Ces faits parlent tous seuls. Ils sont relatés et groupés honnêtement. Ils montrent les hécatombes de 1916, l'influence de la révolution russe, la propagande pour la paix, le mécontentement croissant chez les soldats après l'offensive-boucherie du 16 avril.

Ils montrent la révolte des troupes, leur incertitude, l'affolement des gradés, et aussi l'absence totale d'organisation des soldats. Ils montrent le rôle indéniable joué par les provocateurs du 2<sup>e</sup> Bureau qui spéculaient sur l'irrésolution des soldats — et aussi la répression sanglante, et la « reprise en main » par Pétain.

Faits et chiffres sont cités. L'auteur s'est abstenu de toute conclusion. Elles sont claires cependant : un travail systématique d'éducation doit être entrepris pour ne pas livrer, en temps de guerre, les soldats révoltés à l'improvisation — et à la défaite.

Nous recommandons vivement la lecture de cette brochure.

## SOUSCRIPTION

Par manque de place, nous n'avons pu passer les souscriptions pour la « Lutte » de ces 3 derniers numéros. Nous les donnons ci-dessous.

20<sup>e</sup> cellule, 21 ; C. (19<sup>e</sup>), 30 ; Prada (19<sup>e</sup>), 20 ; M. (19<sup>e</sup>), 10 ; Seceux, 99 ; Aron (Paris), 2 ; Eysines, 15 ; Château-Thierry, 5 ; 14<sup>e</sup> cellule (Hic), 100 ; Estrade, 10 ; Berger, 50 ; 17<sup>e</sup> cellule, 100 ; Camarades d'Argentine, 100 ; Tip, 25 ; Leve, 5 ; Lepingue (20<sup>e</sup>), 10 ; Elie, 20 ; Vox, 5 ; Postiers du Nord, 10 ; 15<sup>e</sup> cellule, 25 ; Franch, 100 ; Behel, 7 ; St-Chamond, 10 ; Rous, 100 ; de Buenos-Ayres, 100 ; Geneviève G. 3 ; B. (Gronoble), 50 ; Laurent, 30 ; Labos (Marseille), 5 ; Lesturgeon, 100 ;

Meurris, 3 ; San Francisco, 50 ; Fabiani, 4 ; Regain, 5 ; Banjard, 5 ; Téral, 20 ; René A., 78 ; Sab, 15<sup>e</sup> ; Marcelle (13<sup>e</sup>), 100 ; Remontet, 20 ; Horo (15<sup>e</sup>), 30 ; Lombard (15<sup>e</sup>), 100 ; de Tours, 20 ; Elie, 100 ; Robert B., 15 ; 15<sup>e</sup> cellule, 17 ; Seceux, 49 ; Suzanne Augé (14), 100 ;

Argenteuil, 40 ; un Ariégeois de Paris, 10 ; Galetti, 50 ; Prada (19<sup>e</sup>), 25 ; M. (19<sup>e</sup>), 10 ; Boivin (14<sup>e</sup>), 75 ; 20<sup>e</sup> cellule, 7 ; Horo (15<sup>e</sup>), 30 ; 15<sup>e</sup> cellule, 20 ; Seceux, 150 ; Giron (19<sup>e</sup>), 50 ; Tipe, 14,55 ; Costa (18), 5 ; Grenoble, 28 ; Strasbourg, 22 ; Sens, 7,50 ; Arnaud, 40 ;

Phalanges 13<sup>e</sup>, 80 ; Vale, 10 ; Suzanne (14<sup>e</sup>), 100 ; Aïache (19<sup>e</sup>), 20 ; Prau (St-Ch.), 100 ; Laure, 162 ; Ida (12<sup>e</sup>), 20 ; Costa (18<sup>e</sup>), 5 ; Canar (17<sup>e</sup>), 20 ; de Coheu, 28 ; Cellule d'Aulnay, 100 ; Ago (19<sup>e</sup>), 150 ; Léa, 20 ; Camarades américains, 40. TOTAL : 3.437 fr. 55.



## Qu'ont-ils fait d'ERWIN WOLF ?

Sur le sort d'Erwin Wolf, silence complet ! Les assassins ne parleront que si la classe ouvrière les contraint. Partout, il faut poser la question du sort d'Erwin WOLF, enlevé par la Guépéou à Barcelone, en juillet, comme REIN, LANDAU et d'autres, parce qu'il avait été le secrétaire de Trotsky ! Avec le Secours International (S. L.) engageons l'agitation indispensable !

### ASSEMBLÉE D'INFORMATION

JEUDI 13 JANVIER, à 20 h. 30

Palais de la Mutualité, Salle F

Ceux qu'il faut sauver :

## Le Complot des Généraux

(Suite de la page 1)

Un des inculpés déclara au juge d'instruction que son organisation avait pour but de « venir en aide à l'armée et à la police ». Rien de plus clair, à condition qu'on ajoute : de venir en aide, aux chefs de l'armée et de la police. En effet, pourquoi Weygand, Duseigneur et autres, d'accord avec Wendel, Gignoux et Cie, préparait-il des milices fascistes ? C'est parce qu'ils n'ont pas confiance dans les soldats ; ils ont peur de la conscience de classe des soldats. Leur base, c'est le corps des officiers. Quant aux soldats, on compte les intimider entre leurs gradés et les groupes de combat fascistes.

Il est clair que l'organisation des soldats, et l'organisation des milices ouvrières, sont les seules méthodes efficaces de préparer, sur le terrain militaire, la résistance aux fascistes. Le complot, que Dormoy fut forcé de « révéler », servira à ouvrir les yeux des marins et des soldats

## Comment s'est constitué le P. S. F.

Le procès en reconstitution de Ligue dissoute, lui aussi, nous a révélé ce que nous savions bien : à savoir que Salengro et Blum ont eux-mêmes légalisé et couvert l'organisation du P.S.F. au moment même de la dissolution des Croix de Feu. Les dépositions d'Ybarnégary et d'Ottavi, tous deux membres dirigeants du P.S.F. l'ont établi sans réplique. Une fois de plus, c'est l'exemple typique de l'accouchement du fascisme par les soins de la sage-femme réformiste.

Voici les déclarations d'Ybarnégary :

Je n'oublierai pas de long-temps, et ce ne sont pas les circonstances douloureuses et tragiques qui ont surgi depuis qui me le feront oublier, cette scène entre M. Salengro et moi, cette scène où ce ministre me dit : — Ecoutez, M. Ybarnégary, ici vous me posez une question qui me dépasse. C'est une question de Gouvernement. Si je n'avais que mon sentiment à vous donner, je vous dirais : moi j'estime que tout parti politique créé dans la légalité a le droit de vivre dans ce pays. Mais ceci ne dépasse (il était 11 heures du matin), de dix voix M. Léon Blum à 2 heures. Je vais lui poser votre question. Si vous voulez, revenez prendre la réponse à 3 heures de l'après-midi.

À 3 heures de l'après-midi, je m'en souviens bien, c'était la veille de mon mariage, j'étais chez M. Salengro, et cet homme, avec une satisfaction qu'il ne cherchait pas à me cacher, me dit : M. Ybarnégary, je suis heureux de vous dire que M. L. Blum a sur cette affaire le même sentiment que moi. Vous créez un parti politique, c'est votre droit absolu ; né des Croix de Feu, vous me le dites, c'est votre droit encore. Votre parti, nous n'avons, nous, aucune intention et aucune volonté de le mêler au décret de dissolution.

Et Ottavi raconte qu'il eut deux entrevues au Ministère de l'Intérieur avec Magny, directeur de la Sûreté Générale, Langeron, préfet de police, Verlomme, directeur du cabinet du Ministre (Salengro). Il s'agissait de discuter les modalités d'application

# CEUX QU'IL FAUT SAUVER !

## Le Secours International s'organise

Après la constitution du Secours International, la période est ouverte de la création des groupes locaux. Tous ceux qui veulent faire vivre la solidarité pour les victimes de la répression doivent se mettre à l'œuvre pour créer une forte section dans leur coin. Ils doivent écrire au centre du Secours International pour demander des cartes et des tracts. Ils doivent demander des listes de souscription et les faire circuler autour d'eux, à l'usine, au chantier, au bureau.

Dès maintenant des miliciens retour d'Espagne, des proscrits d'Allemagne fasciste, un ouvrier bolchevik évadé des prisons de la Guépéou ont reçu le secours de l'organisation. Les campagnes s'organisent pour l'aide à El Fassi, à Ta-Thu-Thau, à Messali Hadj, à Leger, à Loillet, à d'autres encore. Dès maintenant le concours de tous est nécessaire.

Nos camarades, les camarades de la gauche révolutionnaire, les camarades des syndicats, des jeunesse, tous ceux qui veulent manifester leur solidarité pour les emprisonnés et les martyrs du prolétariat doivent se réunir dans leur localité ou leur arrondissement, et organiser une réunion constitutive de la section locale du Secours International. Aux camarades de prendre les initiatives nécessaires : aller trouver quelques militants, qualifiés pour lancer en commun la convocation, tirer un tract, rédiger une affiche. Et puis constituer la section qui recueillera les fonds, fera la propagande pour les emprisonnés, développera et enractinera notre mouvement.

Adresser immédiatement au Secours International le compte rendu de vos initiatives et vos demandes de cartes. Le centre éditera très vite une affiche passe-partout pour les groupes. Mais le centre a besoin d'argent pour ces premières tâches indispensables. Envoyez donc dès maintenant vos premières souscriptions.

Le « Secours International » a été créé à servir avec dévouement et efficacité la solidarité s'emploie à réaliser une utile collaboration avec l'œuvre des travailleurs espagnols (la Solidarité Internationale antifasciste).

Camarades, créez partout les Sections locales du « Secours International, Solidarité et Liberté ». Adressez toute la correspondance au Secours International, Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris.

Au Maroc : El Fassi ; en Algérie : Messali Hadj, par R. Louzon.

En Indochine : Ta-Thu-Thau, par Daniel Guérin.

A Moscou : Boukharine et Rakovski, par Gérard Rosenthal.

A Paris : Léger ; à Marseille : Loillet.

Le Secours International vit, par Féliéon Challaey.

Entrée : 3 fr. (2 fr. pour les membres du S. I.).

## Ce que sera la Fête de la « LUTTE OUVRIÈRE »

La Lutte Ouvrière invite tous ses amis à venir à la grande fête qu'elle organise pour eux le 31 décembre à 21 heures à la Salle Susset, 206, Quai de Valmy.

Agnes Capri viendra chanter avec son talent si particulier, les admirables chansons de son répertoire, de Jacques Prévert notamment. Vous connaissez la poésie particulière de ces chansons-là avec leur satire précise et cruelle. Il est difficile d'imaginer pour elles une meilleure interprète qu'Agnes Capri.

Notre ami Etienne Decroux sera là aussi. Les « vieux » bolcheviks-lé-

nistes se rappellent avec quel dévouement Decroux organisait autrefois des fêtes pour « La Vérité ».

Denlaud, l'excellent chansonnier-acteur, vous dira avec toute sa gouaille de camelot parisien des monologues satiriques.

Vous entendrez également l'exquise artiste qu'est Suzanne Lodieu. Julia Marcus a accepté de nous prêter encore son concours et vous l'aurez plaisir dans ses dernières danses uniques à Paris. Christiane Néré, vedette du « Bosphore », de « l'Européen » vous révélera son grand talent, sa jeunesse et le charme dont elle pare un excellent répertoire. (Chansons de Gaston Ricco et Christiane Verger, auteurs des « Bons Principes ») auquel vous ferez grand succès.

Vous entendrez d'autre part un chœur parlé réalisé par le Groupe « Prolétariat », formé pour renouer la tradition révolutionnaire de l'ancienne F.T.O.F.

Vous soutiendrez également nos camarades de la Chorale de la LUTTE OUVRIÈRE

Le spectacle sera suivi d'un bal au cours duquel un buffet abondamment garni vous permettra de vous rafraîchir et de vous restaurer pour un prix raisonnable.

Le jazz « Pif-Paf-Pouf » y prêtera son concours.

P. N.

## « QUATRIÈME INTERNATIONALE »

Revue mensuelle publiée par le C.C. du P.O.I.

Numéro 4. Parait le 20 Décembre 1937. Prix : 2 francs.

Sommaire : Bolchevisme et stalinisme (L. Trotsky). — Sur le danger de la guerre (L. Trotsky). — Après les élections cantonales (J. Rous). — Le parti dans la lutte contre le gangstérisme stalinien (Naville). — Interview de Trotsky sur l'Australie, la guerre, l'U.R.S.S., etc... — Résolution du S.I. sur la guerre sino-japonaise. — Livres, etc...

Faites vos commandes au C.C.P. : Naville 1333-80, Paris.

## PUBLICATIONS POPULAIRES

OUVRAGES DE L. TROTSKY

La révolution trahie (1937) 18

L'Internationale communiste après Lénine (1928) 24

La Révolution Permanente 24

La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov 3

La nouvelle constitution de l'U. R. S. S. 1

Où va la France ? 7 50

Cours nouveau (1923) 3

La seule Voie (1932) 2

Problèmes de la Révolution allemande (1931) 2 50

Vie de Lénine (T. I) 24

Sur le procès de Moscou : 18 questions, 18 réponses 0 50

Que veut le P.O.I. ? 1

(par 10 exemplaires) 8

F. des Techniciens. Memento du délégué 2

Compte chèque postal : Naville-1333-80 Paris, 15, passage Dubail,

Preuves en main

TROTSKI

accuse

LÉON TROTSKI

LES CRIMES

DE

STALINE

suite de

La Révolution trahie

1 volume 20 fr.

GRASSET

Le Gérant : AIACHE

Imprimerie « La Renaissance »

11, Rue de Tanger, Paris-19<sup>e</sup>